



L'élection en question(s)

Le social au cœur du débat

Présidentielle 2007

La CFDT s'adresse aux candidats

Dans le respect des choix qui relèvent de la responsabilité individuelle de chaque citoyen, et sans confusion des rôles, la CFDT s'engage dans le débat public ouvert par la campagne présidentielle. La CFDT souhaite que les candidats fassent connaître les choix qu'ils entendent privilégier et leurs réponses aux questions sociales qui sont au centre des préoccupations des salariés.

Ces questions concernent l'emploi, le pouvoir d'achat, la solidarité nationale, la cohésion sociale et la place de la France dans la construction européenne.



L. Laigo et F. Chèreque présentent l'adresse aux candidats à la presse le 13 février.



L'élection en question(s)

Le social au cœur du débat

L'emploi

La globalisation de l'économie, la situation du marché de l'emploi et l'existence d'un chômage de masse contraignent beaucoup de salariés à accepter des mobilités professionnelles ou géographiques. Flexibilité, développement de la précarité, multiplication des contrats de travail, intégration difficile des jeunes dans l'entreprise : les écueils et les obstacles sont nombreux pour ceux qui souhaitent trouver leur place dans le marché du travail ou mettre en œuvre un projet professionnel.

Pour la CFDT, plusieurs défis restent à relever. D'abord, créer une meilleure gestion prévisionnelle des emplois et des compétences afin d'anticiper les besoins d'em-

ploi et de formation.

Ensuite, améliorer la nécessaire articulation entre formation initiale et formation continue afin d'en faire un véritable outil d'intégration dans le monde du travail. Proposer une véritable politique de sécurisation des parcours professionnels qui ne soit pas un empilement de dispositifs, mais qui permette d'apporter des réponses concrètes aux situations vécues par les salariés du privé et du public, permettant notamment que les droits acquis tout au long de sa carrière professionnelle soient transférables d'une entreprise à une autre, d'un champ professionnel à un autre. Il s'agit de maîtriser les flexibilités, rendre les ruptures

moins pénalisantes. L'amélioration des garanties collectives pour les salariés est le seul moyen de répondre positivement aux défis de l'évolution du marché du travail.

- **Dans le domaine des politiques d'emploi, de quelle manière voyez-vous l'articulation entre la responsabilité des pouvoirs publics et celle des partenaires sociaux ?**
- **Quelle politique mènerez-vous envers les entreprises pour qu'elles soient plus créatrices d'emploi ?**
- **Comment développer une véritable politique de sécurisation des parcours professionnels ?**

Le pouvoir d'achat

Il y a un incontestablement un sentiment très fort dans la population de baisse sensible du pouvoir d'achat qui se ressent douloureusement chez les salariés les plus précaires. Hausse des prix, fort ralentissement de la hausse des salaires lié à une faiblesse de la croissance économique, individualisation des salaires affaiblissant la portée de la négociation collective, tous ces éléments concourent à la paupérisation d'une partie grandissante de la population salariée. Le rôle du Smic, son niveau et son modèle d'évolution doivent être repensés. Il doit être une sécurité pour tous les salariés, sans pour autant se substituer à la progression des grilles professionnelles.

La CFDT insiste sur l'obligation d'aboutir à une meilleure redistribution de la richesse produite et ceci par un ensemble de mesures :

Évaluer les politiques d'allègement des charges sociales et leur conditionnement à la création d'emplois durables.

Rendre aux minima sociaux comme le Smic leur rôle de filet de sécurité.

Restaurer le rôle de la négociation collective en matière de salaires permettant une refonte des modalités de progression des rémunérations.

Rénover profondément les structures et modalités des traitements des salariés des fonctions publiques par la négociation collective.

- **Mais au-delà, comment prendre en compte l'objectif de réduction de la dette publique ?**
- **On assiste à une montée du «salariat pauvre» telle que l'évoque le rapport du CERC, comment freiner une telle évolution ?**
- **Pour améliorer le pouvoir d'achat on peut agir sur les salaires, les revenus, les impôts, la baisse des coûts du logement ou des transports..., quels sont les premiers leviers à actionner ?**

Cohésion sociale, protection sociale

Notre modèle social repose essentiellement sur les protections sociales et l'égalité d'accès à des services publics de qualité. L'État a donc un rôle essentiel à jouer : à la fois pour assurer la cohésion sociale et la solidarité nationale, en conciliant l'attente des citoyens vis-à-vis des services publics avec la nécessaire prise en compte de l'amélioration des conditions de travail et des statuts des personnels.

Concernant les retraites, aujourd'hui, les comptes, à court terme, sont plus dégradés que prévu en raison de l'arrivée massive des baby-boomers à l'âge de la retraite et de l'augmentation de l'espérance de vie.

Notre système d'assurance-maladie remplit une fonction essentielle de cohésion sociale et de solidarité entre les générations, qu'il faut conserver. En permettant à tous l'accès aux soins, toujours plus performants grâce au progrès techniques notamment, il constitue un de nos grands succès collectifs.

La CFDT s'est toujours battue pour qu'il n'y ait pas de remise en cause des principes fondamentaux sur lesquels repose notre système : mutualisation et solidarité. Mais l'élévation structurel-

le des besoins de financement de la protection sociale ne saurait être réglée par une simple maîtrise des dépenses et de la prévention. Il faut aller plus loin. L'ensemble des revenus (capital et patrimoine compris) doivent être mis à contribution pour financer les minima sociaux et œuvrer efficacement contre l'exclusion et la pauvreté. C'est une question de solidarité nationale.

- **Quelles mesures pour améliorer le rôle de l'État auprès des citoyens et restaurer la confiance des salariés du public auprès de l'État Employeur ?**
- **Quelle réponse à l'inévitable augmentation des besoins de financement dans les domaines de la santé, des retraites et de la dépendance ?**
- **Estimez-vous que des ajustements soient nécessaires en terme d'allocations de ressources ?**
- **Quelles sont, selon vous, les meilleures assiettes de financement pour chacun des risques ?**

Le logement

La carte de l'exclusion et des inégalités face à l'emploi recoupe celle des inégalités dans l'accès au logement. Le logement et le travail sont indispensables à l'insertion sociale. Il manque actuellement 900 000 logements économiquement accessibles en France.

La Conférence des revenus, que la CFDT a appelée de ses vœux, a traité du problème du logement. Deux avancées importantes ont d'ores et déjà été obtenues :

- la première avancée concerne la mise en œuvre de la garantie du risque locatif. Un dispositif porté par les organisations syndicales, la CFDT notamment, et qui, à court terme, devrait permettre de mettre sur le marché plusieurs dizaines de milliers de logements supplémentaires
- la seconde est un moratoire sur le montant des loyers en attendant la remise à plat des différentes aides personnalisées au logement. Mais il faut aller encore plus loin.

- **Comment garantir l'existence et la mise en œuvre d'un véritable droit opposable au logement ?**
- **Comment faire de la loi SRU un véritable outil de mixité sociale, élément fondamental de cohésion ?**
- **Comment stimuler la construction de logements à loyers accessibles ?**

L'Europe

La question prépondérante du développement durable, la nécessaire gouvernance mondiale conduisent la CFDT à considérer la construction de l'Union européenne comme un enjeu majeur. En dépit d'insuffisances importantes qu'il convient de ne pas nier, les phases successives d'élargissement ont largement profité à notre pays. Dans les mois à venir, le débat public doit permettre d'éclairer les enjeux et les choix.

La CFDT soutient et promeut une construction européenne dynamique, ouverte sur le reste du monde, une Europe des citoyens et des salariés avec la mise en place d'un véritable modèle social européen. Mais, si de nombreuses avancées existent, un énorme chantier reste ouvert.

- **Comment régler le problème des institutions européennes en conservant l'acquis du traité constitutionnel et aboutir au caractère contraignant de la Charte des droits fondamentaux ?**
- **Comment favoriser la libre circulation des travailleurs en Europe et à quelles conditions ?**
- **Doit-on aller dans le sens d'une harmonisation fiscale ?**
- **Concernant la recherche et la politique de l'énergie, comment rendre visible et concrète la stratégie de Lisbonne ?**



L'élection en question(s)

Le social au cœur du débat

Démocratie sociale et dialogue social

De nombreuses réformes restent à conduire. La démocratie sociale est essentielle en ce qu'elle permet à tous de prendre part aux débats à leur niveau et de prendre leur part à la rénovation. La très récente loi de «modernisation du dialogue social» constitue un réel progrès dans l'organisation de la relation entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Elle doit, et nous agissons dans ce sens, déboucher sur des pratiques dynamiques et respectueuses du rôle de chacun.

Deux questions restent néanmoins à traiter. Celle de la représentativité qui doit être indiscutable et donc reposer sur des critères précis. Nous pensons que compte tenu de la nécessaire proximité entre les salariés et leurs représentants, c'est en utilisant les résultats des élections existantes dans les entreprises que se définit la représentativité.

Vient ensuite la question du principe de l'accord majoritaire. Ces évolutions sont indispensables et doivent intervenir au plus vite.

La CFDT prône que tous les acteurs soient associés à une démarche visant à construire un véritable Pacte social. Il s'agit de parvenir à un état des lieux partagé, de dégager des priorités et de s'engager, ensemble, sur la construction des solutions possibles.

- **Comment entendez-vous mettre en œuvre la loi de «modernisation du dialogue social» ?**
- **Quels seront vos choix pour organiser une représentativité incontestable des organisations syndicales ?**
- **Quelle place donner au dialogue social dans l'élaboration des réformes dans le public et dans le privé ?**

La CFDT s'engage

Vous l'avez compris, à travers ces thèmes et ces interrogations légitimes, la CFDT s'engage. Elle s'engage à poser aux candidats à l'élection présidentielle les questions que tous les salariés se posent. Elle s'engage, à son niveau et à sa place de partenaire social, dans la réflexion et l'élaboration de solutions possibles, de solutions qu'attendent les Français confrontés à une réalité sociale tantôt favorable, tantôt difficile, mais toujours complexe.

Elle s'engage, enfin, pour éclairer le débat, le nourrir, le faire vivre et faire vivre notre démocratie.

Cfdt
des choix. des actes

www.cfdt.fr